



Le 7 février 2014

L'association Gay'T Normande représentée par moi même en tant que Présidente et S.O.S. Homophobie en la présence de Thomas, responsable de l'antenne Haute Normandie avons rejoint les lycéen(ne)s à 8 heures devant les grilles du Lycée Val de Seine du Grand Quevilly.

Il y avait environ 200 personnes et notamment quelques parents qui exprimaient haut et fort leur émotion et leur soutien à la jeune victime. La déception et l'amertume a pris de l'ampleur quand ils ont appris que l'enquête ne retenait pas le caractère aggravant "d'agression à caractère homophobe".

En l'état, les trois agresseuses ont écopé de 3 jours d'exclusion au lycée et après une garde à vue ont été remises en liberté et l'affaire classée.

Nous avons échangé avec le proviseur et dans un premier temps, par sécurité, bien que la police soit présente, nous avons décidé que la première action à mener, était de faire rentrer les élèves dans l'enceinte de l'établissement.

Vous vous imaginez bien que la tâche était ardue. Nous avons tout d'abord écouté les portes paroles, je leur ai assuré du soutien de notre association et qu'en tant que citoyenne j'étais également très choquée que l'agression à caractère homophobe n'ait pas été reconnue. Néanmoins, de faire comprendre que nous n'étions pas là pour se soustraire aux lois et à la justice. Nous leur avons clairement dit que nous reconnaissons leur mouvement et qu'il était important maintenant d'instaurer un dialogue avec le chef d'établissement.

Il n'y a pas eu de blocus, les élèves qui souhaitaient suivre leurs cours ont pu le faire. Le mouvement est resté "pacifique" et suite à plusieurs propositions de notre part, les élèves nous ont accompagné dans l'amphithéâtre du lycée.

Un dialogue s'est instauré entre les élèves, le proviseur et nous mêmes. Monsieur François a reconnu qu'il avait été "maladroit" dans ses propos, relatés par la presse. Il a également reconnu qu'il y avait bien eu "agression" et non "gamineries" : c'était une des premières revendications des élèves.

Il a également proposé de mettre en place autant d'I.M.S. qu'il faudra afin de lutter le plus efficacement contre l'homophobie et autres discriminations. Celles ci démarreront

dès mardi prochain à raison de deux sessions par jour.

Nous avons demandé au proviseur qu'aucune sanction ni inscription dans le dossier scolaire ne soient menées à l'encontre des organisatrices du mouvement de solidarité. Monsieur François s'est engagé devant nous et devant tous les élèves.

Thomas et moi même, nous sommes engagés à soutenir la victime et si elle le souhaite à l'accompagner dans une nouvelle démarche de plainte pour "insultes à caractère homophobe".

Nous avons également demandé à rencontrer le professeur qui a secouru la victime et qui a pris lui même quelques coups.

Nous avons également indiqué à la victime et aux organisatrices de nous mettre en contact avec la lycéenne qui a assisté au déroulement de l'agression.

Ayant été interviewée par France3, j'ai précisé mon positionnement et que pour moi, il n'y avait aucun doute, il s'agissait bien d'une agression homophobe, même si je ne pouvais pas contester le résultat de l'enquête qui a été menée quelque peu rapidement ...

Avec le climat nauséabond qui règne actuellement en France, j'ai mis en garde les responsables de ce mouvement contre toute récupération extérieure.

Nous avons été approuvés par les élèves, suivis par le proviseur mais l'amertume et l'impression que justice n'a pas été rendue restent bien présentes.

Florence, Présidente

<http://www.gaytnormande.org>